

Frederike Neumann

*La pénitence publique dans la pratique des sanctions ecclésiastiques  
et mondaines du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle  
Exemples : l'évêché de Constance et la Ville de Fribourg-en-Brigau*

Le discours sur le « péché public » (*publice peccare*) et la revendication que celui-ci nécessite une pénitence publique (*paenitentia publica*) est tangible depuis l'époque carolingienne. Grégoire IX inclut le principe *Manifesta peccata non sunt occulta correctione purganda* dans son recueil de décrets. Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, les sources de l'évêché de Constance citent fréquemment cette phrase afin de justifier l'*emenda* (des actes de pénitence publique) vis-à-vis des pécheurs publics (*publici peccatores*). Commis publiquement ou bien suite à des rumeurs, des actes comme p.ex. le meurtre, l'adultère, l'impudicité et le blasphème sont considérés comme des péchés publics. La documentation concernant l'évêché de Constance démontre une utilisation naturelle de la pénitence publique au milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Ceci contredit la thèse concernant le déclin de la pénitence ecclésiastique publique depuis le XIII<sup>e</sup> s., thèse propagée dans le milieu de l'histoire dogmatique et liturgique (Bernhard Poschmann, Reinhard Messner).

Au cours de mon discours, j'aborderai les aspects suivants :

- a) Dans les années 1420 – 1460 les punitions publiques sont d'usage pour les pécheurs publics aussi bien du point de vue de la doctrine que de son application pratique.
- b) Les pénitences publiques sont moins utilisées à partir de 1464. Ceci résulte des relations concurrentielles entre les institutions ecclésiastiques ainsi que de la gestion de l'évêché.
- c) Le conseil de la ville Fribourg-en-Brigau ordonne des sanctions de caractère religieux à partir de la 2<sup>ème</sup> moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. La communication entre le conseil de la ville et le délinquant est elle aussi imprégnée du vocabulaire ecclésiastique. Il est probable que ces phénomènes sont liés aux changements survenus dans les sanctions ecclésiastiques.

**a) Normes et pratiques de l'évêché de Constance au XV<sup>e</sup>me siècle et au début du XVI<sup>e</sup>me**

Les différentes sources – les statuts synodaux, les livres de concept, les cartulaires de la gestion de l'évêché, un livre de formules, des documents divers et un protocole d'absolution – donnent une idée du procédé (le modèle est d'ailleurs souvent mis en pratique pour les pécheurs publics à Constance). Le jugement des péchés publics est réservé à l'évêque (*casus reservati*). Depuis le début du XV<sup>e</sup>me siècle le pouvoir de remplacer l'évêque dans les affaires considérées publiques ne revient plus aux *poenitentarii*, mais – à quelques exceptions près – uniquement au vicaire général. La cure (*plebane*) doit rapporter les cas de péchés publics à l'évêché.

Les messages et les ordres d'absolution envoyés à la cure par le remplaçant de l'évêque nous montrent comment le vicaire général traite les pécheurs publics. Ces missives parlent de l'absolution du pénitent et de la pénitence salutaire (*paenitentia salutaris*) qui lui est infligée suite à sa contrition et à sa confession complète. Référence est faite au principe *Manifesta peccata non sunt occulta correctione purganda* qui nécessite - selon les canons - une lourde peine publique. Celle-ci est d'ailleurs toujours réduite en *emenda publica* qui doit être rendue en une seule fois. Bien souvent, mais pas toujours, on parle d'une transformation de l'*emenda* publique en *emenda* secrète. Le livre de formule contient des lettres d'absolution *cum* et *sine commutatione* de l'*emenda* publique concernant les péchés divers : adultère, impudicité, etc. Il existe d'autres procédés : des rituels de pénitence publique sont pratiqués couramment jusque dans les années 1460. Dans une chronique épiscopale du XVI<sup>e</sup>me siècle

qui s'appuie sur des sources plus anciennes, sont mentionnés des Jeudis Saints entre 1420 et 1460 pendant lesquels des centaines de pécheurs publics venus à Constance sont conduits à la cathédrale par le coadjuteur ou par l'évêque. Un appel épiscopal adressé aux *poenitentarii* en 1468 et les statuts synodaux le démontre : les Jeudis Saints les *poenitentarii* sont habilités à absoudre ceux qui sont publiquement coupables de l'adultère ou de l'impudicité, et qui consentent d'acquitter l'*emenda* publique le jour dit. Par ailleurs les *poenitentarii* peuvent absoudre uniquement les cas secrets réservés à l'évêque. Les cartulaires épiscopaux témoignent de l'imposition d'*emendae publicae* dans quelques cas concrets. La forte présence des formes publiques de pénitence se manifeste aussi dans les sommations et privilèges des évêques de Constance. En 1442, l'évêque Heinrich critique le monastère St. Trudpert dans la Forêt Noire et la Cathédrale de Fribourg où les pécheurs sont absous de leurs péchés publics et conduits cérémonieusement à l'église à certains jours. En 1463, par contre, le Monastère de la Tombe Sainte à Denkendorf obtient le plein pouvoir de pratiquer l'*emenda* deux jours de l'année. Les chrétiens qui souhaitent l'absolution de leurs péchés avérés peuvent faire leur pénitence solennelle et sont conduits à l'église suite à l'*emenda*.

#### **b) Changement à partir de 1464**

Un changement important a lieu en 1464. Depuis 1433 le Monastère Einsiedeln détient un privilège pontifical qui permet à ses confesseurs d'absoudre les cas réservés à l'évêque. En 1464 s'y ajoute la permission du Saint Siège de transformer la *poenitentia publica* dans d'autres formes de pénitence salutaire. Ce privilège de Einsiedeln incite visiblement d'autres institutions ecclésiastiques de l'imiter. En 1470, l'évêque de Constance critique St. Trudpert et Fribourg qui accordent l'*emenda* secrète au lieu de l'*emenda* publique. Il interdit catégoriquement à Denkendorf de transformer l'*emenda* publique.

Au début du XVème siècle, les grandes campagnes d'absolution permettent à cette pratique de se répandre encore plus. En 1500, la concurrence fait réagir l'évêque Hugo de Constance : de temps en temps, il accorde le pouvoir d'absoudre les péchés publics mineurs aux doyens ruraux et aux plébans.

Il devient alors plus facile pour les pécheurs publics d'obtenir l'absolution ainsi que la permission de demander une *emenda* secrète. Il n'est guère étonnant que le livre cérémonial de 1519 remarque que le nombre de pécheurs présents le Jeudi Saint diminue d'année en année. Le déclin de cette forme de sanction religieuse peut être retracé durant quelques décennies.

#### **c) Sanctions à caractère religieux à Fribourg-en-Brisgau aux XVIème et XVIIème siècles**

Aux XVIème et XVIIème siècles, le conseil de la ville catholique de Fribourg-en-Brisgau, impose aux adultères, meurtriers, entremetteurs et impudiques des pénitences publiques, qui doivent être accomplies à l'intérieur ou devant l'église. Le conseil réclame - surtout en cas de dispense à l'exposition publique - des pèlerinages, des preuves de confession et d'absolution ainsi que la présence à l'eucharistie. Il ordonne souvent la détention dans la tour sous jeûne (à l'eau et au pain) pendant plusieurs « week-ends » du vendredi matin au dimanche soir. Il est aussi remarquable que la communication entre le conseil de la ville et le délinquant soit profondément imprégnée du vocabulaire ecclésiastique de la pénitence. Les délinquants doivent se présenter comme pécheurs profondément contrits p.ex. en abjurant de la *faide* (querelle) ou par une demande de grâce, aussi doivent-ils jurer l'amendement.

Je soutiens l'hypothèse que le conseil de la ville s'est emparé du vide laissé par l'Église en matière de sanctions publiques en adoptant la terminologie et les formes de sanctions de celle-ci.

*Öffentliche Bußen in der kirchlichen und weltlichen Sanktionierungspraxis  
des 15.-17. Jahrhunderts am Beispiel des Bistums Konstanz  
und der Stadt Freiburg im Breisgau*

Die Rede vom ‚öffentlichen Sündigen‘ (*publice peccare*) ist gemeinsam mit der Forderung, dass denjenigen, die auf diese Weise gesündigt hätten, auch öffentliche Buße (*paenitentia publica*) abzuverlangen sei, seit der Karolingerzeit zu greifen. 1234 nahm Gregor IX. den Grundsatz *Manifesta peccata non sunt occulta correctione purganda* in seine Dekretalsammlung auf. Dieser Satz wird im 15. Jahrhundert in kirchlichen Quellen aus dem Bistum Konstanz oftmals zitiert, um öffentliche *emendae* (öffentliche Buß- oder Genugtuungsleistungen) für öffentliche Sünder (*publici peccatores*) zu begründen. Unter die öffentlichen Sünden fielen vor allem Vergehen wie Totschlag, Ehebruch, Unzucht, Wucher, Blasphemie, wenn sie *publice* begangen worden waren oder ein Gerücht über sie umging. Die für das Bistum Konstanz herangezogenen Quellen zeigen für die Mitte des 15. Jahrhunderts einen selbstverständlichen Gebrauch öffentlicher Bußformen auf. Er widerspricht der These vom Verfall der öffentlichen Kirchenbuße seit dem 13. Jahrhundert, die von dogmen- und liturgiegeschichtlicher Seite propagiert wurde und wird (Bernhard Poschmann, Reinhard Messner).

In meinem Vortrag möchte ich folgende Aspekte erläutern und zur Diskussion stellen:

- a) Im Bistum Konstanz der 1420er-1460er Jahre waren sowohl auf der normativen Ebene wie in der Praxis öffentliche Bußen für öffentliche Sünder üblich.
- b) Öffentliche Bußen kamen ab 1464 zunehmend außer Gebrauch. Der Grund dafür lag unter anderem im Konkurrenzverhältnis kirchlicher Institutionen untereinander und mit der Bistumsleitung.
- c) In der Stadt Freiburg im Breisgau legte der Rat ab der Mitte des 16. Jahrhunderts kirchenbußenartige Sanktionen auf. Außerdem war die Kommunikation zwischen Rat und Delinquenten vom kirchlichen Vokabular der Buße geprägt. Es liegt nahe, einen Zusammenhang dieser Phänomene mit der zuvor festgestellten Veränderung in der kirchlichen Sanktionierungspraxis anzunehmen.

***a) Norm und Praxis im Bistum Konstanz des 15. und frühen 16. Jahrhundert***

Unterschiedliche Quellen – Syndodalstatuten, Konzept- und Kopyalbücher der Bistumsleitung, ein Formelbuch, diverse Urkunden und ein Absolutionsprotokoll – geben Aufschluss über das gewünschte und auch vielfach praktizierte kirchliche Verfahren für öffentliche Sünder im Bistum Konstanz. Öffentliche Sünden fielen unter die dem Bischof zur Lossprechung vorbehaltenen Fälle (*casus reservati*). Seit Beginn des 15. Jahrhunderts hatten nicht mehr die Pönitentiare, sondern hatte – zunächst mit wenigen Ausnahmen – nur noch der Generalvikar die Vollmacht, den Bischof in diesen Dingen zu vertreten. Pfarrgeistliche (Plebane) mussten Fälle öffentlicher Sünde an die Bistumsleitung schicken.

Über die Behandlung, die die Sünder durch den Generalvikar erfuhren, unterrichten vor allem Absolutionsbenachrichtigungen oder -aufträge des bischöflichen Stellvertreters an lokale Pfarrgeistliche. Sie berichten über die Absolution des Büßers und heilsame Buße (*paenitentia salutaris*), die ihm auferlegt wurde, auf der Grundlage von dessen Reue und vollständiger Beichte. Mit Verweis auf den Grundsatz *Manifesta peccata non sunt occulta correctione purganda* erklären sie eine schwere öffentliche Kirchenbuße gemäß den Canones für nötig, reduzieren sie allerdings immer auf eine einmalig auszuführende *emanda publica*. Oft genug,

aber durchaus nicht immer, ist im Anschluss daran wiederum von einer Umwandlung der öffentlichen Emenda in eine geheime Emenda die Rede. Das Formelbuch hält für diverse Sünden, etwa für Ehebruch, Unzucht und einige andere, Absolutionsbriefe *cum* und *sine commutatione* der öffentlichen Emenda in eine geheime bereit. Trotzdem war die Umwandlung öffentlicher in geheime Emenda nicht die ausschließlich angewandte Praxis: Öffentliche Bußrituale wurden bis in die 1460er Jahre hinein noch vielfach praktiziert. Eine Bistumschronik des 16. Jahrhunderts, die auf ältere Vorlagen zurückgreift, berichtet für mehrere Gründonnerstage zwischen 1420 und 1460 von Hunderten öffentlicher Sünder, die sich in Konstanz einfanden und vom Weihbischof oder Bischof in die Kathedrale eingeführt wurden. Ein bischöflicher Aufruf an die Pönitentiare von 1468 und Synodalstatuten zeigen: Im Hinblick auf den Gründonnerstag konnten Pönitentiare, die in der Regel nur von geheimen bischöflich reservierten Fällen absolvieren durften, auch solche Christen gültig lossprechen, die öffentlichen Ehebruchs oder öffentlicher Unzucht schuldig geworden waren und einwilligten, an Gründonnerstag öffentliche Emenda zu leisten. Die Kopialbücher der Bistumsleitung weisen die Auferlegung von öffentlichen Emendae in vereinzelten konkreten Fällen nach.

Die Lebendigkeit öffentlicher Bußformen belegen außerdem Mahnschreiben und Privilegien Konstanzer Bischöfe. Bischof Heinrich etwa kritisierte im Jahr 1442, dass im Kloster St. Trudpert im Schwarzwald und an der Freiburger Münsterkirche an bestimmten Tagen im Jahr Sünder von öffentlichen Sünden absolviert und feierlich in die Kirche eingeführt würden. Das Kloster zum heiligen Grab in Denkendorf erhielt hingegen 1463 von Bischof Burkhard die Vollmacht, an zwei Tagen im Jahr Christen, die für ihre manifesten Sünden feierlich büßen wollten, zu einer solchen Buße zuzulassen, sie der kirchlichen Form gemäß einzuführen und zu emendieren.

#### **b) Veränderungen ab 1464**

Eine wichtige Veränderung tritt mit dem Jahr 1464 ein. Schon seit 1433 hatte das Kloster Einsiedeln ein päpstliches Privileg, das dortigen Beichtvätern erlaubte, von bischöflich reservierten Fällen loszusprechen. 1464 kam die Erlaubnis des apostolischen Stuhls hinzu, *poenitentia publica* in andere heilsame Bußen umzuwandeln, wenn sie in diesen Fällen eigentlich aufzuerlegen wäre. Dieses Privileg Einsiedelns spornte andere kirchliche Institutionen offenbar zur Nachahmung an. Der Konstanzer Bischof kritisiert in den 1470er Jahren, dass in St. Trudpert und in Freiburg öffentliche Sünder geheim emendiert würden und verbietet Denkendorf, öffentliche Emenda aus irgendeinem Grund oder zu irgendeinem Zeitpunkt des Jahres in geheime Emenda umzuwandeln.

Die großen Ablasskampagnen des ausgehenden 15. Jahrhunderts heizten die um sich greifende Praxis, öffentliche Sünder zu absolvieren und ihnen öffentliche Emenda zu erlassen, noch an. Der Konstanzer Bischof Hugo reagierte um 1500 auf die Konkurrenz, indem er zeitweilig auch Ruraldekanen und Plebanen größerer Städte für die minderschweren öffentlichen Sünden entsprechende Vollmachten erteilte.

Für öffentliche Sünder wurde es somit zunehmend einfacher, Absolution und die Erlaubnis zu einer nur geheimen Emendation zu erlangen. Es verwundert also nicht, dass ein Ceremoniale aus dem Jahr 1519 verzeichnet, in den letzten Jahren seien es nur noch wenige Büßer, die sich an Gründonnerstag in die Kathedrale einführen ließen. Wir können also innerhalb von wenigen Jahrzehnten den Niedergang einer kirchlichen Sanktionierungsform nachzeichnen.

**c) Kirchenbußenartige Sanktionierungen in Freiburg im Breisgau im 16. und 17. Jahrhundert**

In der katholischen, im Bistum Konstanz gelegenen Stadt Freiburg im Breisgau legte der Rat im 16. und 17. Jahrhundert oftmals Gotteslästerern, Todschlägern, Kupplern, Ehebrechern und Unzüchtigen öffentliche, in oder vor der Kirche auszuführende Bußen auf. Zusätzlich und im Fall der Begnadigung von der öffentlichen Vorstellung verlangte er Wallfahrten, Nachweise über Beichte, Absolution und die Teilnahme an der Eucharistiefeier. Oft verordnete er auch Turmhaft mit Fasten bei Wasser und Brot für mehrere „Wochenenden“ von freitagmorgens bis sonntagabends. Auffällig ist zudem, dass die Kommunikation zwischen Rat und Delinquent intensiv von dem kirchlichen Vokabular der Buße geprägt war. Die Delinquenten mussten sich z.B. in Urfehden oder Gnadenbitten explizit als zutiefst reuige Sünder präsentieren, die Besserung geloben. Meine Hypothese lautet, dass der Rat die von der Kirche hinterlassene Lücke in der Sanktionierung öffentlicher Sünder füllte, indem er sich kirchliche Begrifflichkeiten und Sanktionsformen aneignete.